

**CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE**

**Siège social : Contour Antoine de Saint-Exupéry  
Campus de Ker Lann  
35170 BRUZ**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

\*\*\*\*\*

**CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE**

**Siège social : Contour Antoine de Saint-Exupéry  
Campus de Ker Lann  
35170 BRUZ**

---

**SOMMAIRE**

|   |               |
|---|---------------|
| <b>- RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS</b> | <b>1 à 4</b>  |
| <b>- COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024</b>                        | <b>5 à 23</b> |

**CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE**

**Siège social : Contour Antoine de Saint-Exupéry  
Campus de Ker Lann  
35170 BRUZ**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos au 31 décembre 2024*

\*\*\*\*\*

Aux Elus de la CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 17 juin 2021, il nous appartient d'effectuer l'audit des comptes annuels de la CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent, en vertu de ces normes, sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.821-53 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes de l'annexe intitulés « 4.2.2. Créances » exposent les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation des créances clients et à leur dépréciation. Nous avons été amenés à apprécier sur base d'échantillonnage le caractère approprié des méthodes comptables précisées dans ce paragraphe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux élus.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels, ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires, relatives à la continuité d'exploitation, et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre bureau et présentés à votre commission de finances.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé, conformément aux normes d'exercice professionnel, permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs, et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de la CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

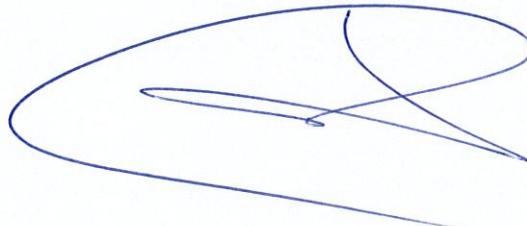
- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude, est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit, afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues, et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant, fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements, ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs, pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels, au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels, et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents, de manière à en donner une image fidèle.

**Fait à SAINT BRIEUC, le 17 juin 2025**

Le Commissaire aux comptes

**S.A.S. FITECO**  
Représentée par Cédric GOURET



**CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION BRETAGNE**

**Siège social : Contour Antoine de Saint-Exupéry  
Campus de Ker Lann  
35170 BRUZ**

---

**COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31 décembre 2024

\*\*\*\*\*

## BILAN - ACTIF

| ACTIF  | Montant brut<br>2024 | Amortissement /<br>dépréciation | Montant net<br>2024 | Montant net 2023   | Variation          |
|--|----------------------|---------------------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| <b>ACTIF IMMOBILISE</b>                                      |                      |                                 |                     |                    |                    |
| <b>Immobilisations Incorporelles</b>                         |                      |                                 |                     |                    |                    |
| Frais d'établissement  | 1 812                | 1 812                           |                     | 0                  | 0                  |
| Frais de recherche et développement                          | 16 206               | 16 206                          |                     | 0                  | 0                  |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels | 733 016              | 727 213                         | 5 803               | 9 462              | -3 659             |
| Droit au bail  |                      |                                 |                     | 0                  | 0                  |
| Autres immobilisations incorporelles                         | 786 848              | 782 168                         | 4 680               | 9 905              | -5 225             |
| Immobilisations incorporelles encours                        |                      |                                 | 0                   | 0                  | 0                  |
| Avances et acomptes  |                      |                                 |                     | 0                  | 0                  |
| <b>Sous-total (immobilisations incorporelles)</b>            | <b>1 537 882</b>     | <b>1 527 399</b>                | <b>10 483</b>       | <b>19 367</b>      | <b>-8 884</b>      |
| <b>Immobilisations Corporelles</b>                           |                      |                                 |                     |                    |                    |
| Terrains   | 3 218 893            |                                 | 3 218 893           | 3 218 893          | 0                  |
| Agencements et aménagements de terrains                      | 1 620 156            | 1 360 973                       | 259 183             | 294 149            | -34 966            |
| Constructions  | 108 999 503          | 62 285 992                      | 46 713 511          | 45 948 190         | 765 321            |
| Constructions sur sol d'autrui                               |                      |                                 |                     | 0                  | 0                  |
| Installations techniques, matériel et outillage              | 31 044 966           | 23 605 909                      | 7 439 057           | 5 648 350          | 1 790 707          |
| Autre immobilisations corporelles                            | 36 269 570           | 25 786 442                      | 10 483 128          | 10 600 984         | -117 856           |
| Immobilisations corporelles encours                          | 4 654 381            |                                 | 4 654 381           | 4 735 957          | -81 576            |
| Avances et acomptes  |                      |                                 | 0                   | 0                  | 0                  |
| <b>Sous-total (immobilisations corporelles)</b>              | <b>185 807 470</b>   | <b>113 039 316</b>              | <b>72 768 153</b>   | <b>70 446 523</b>  | <b>2 321 630</b>   |
| <b>Immobilisations financières</b>                           |                      |                                 |                     |                    |                    |
| Participations et autres formes de participation             | 2 252 663            | 2 161 927                       | 90 736              | 99 862             | -9 126             |
| Prêts  | 376 489              |                                 | 376 489             | 376 489            | 0                  |
| Autres immobilisations financières                           | 9 345                |                                 | 9 345               | 9 345              | 0                  |
| <b>Sous-total (immobilisations financières)</b>              | <b>2 638 487</b>     | <b>2 161 927</b>                | <b>476 570</b>      | <b>485 696</b>     | <b>-9 126</b>      |
| <b>TOTAL I ACTIF IMMOBILISE</b>                              | <b>189 983 849</b>   | <b>116 728 642</b>              | <b>73 255 207</b>   | <b>70 951 586</b>  | <b>2 303 620</b>   |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>                                       |                      |                                 |                     |                    |                    |
| Stocks et encours  | 312 922              |                                 | 312 922             | 322 144            | -9 222             |
| Créances   |                      |                                 |                     | 0                  | 0                  |
| Avances et acomptes  | 66 720               |                                 | 66 720              | 47 036             | 19 684             |
| Clients et comptes rattachés                                 | 17 670 712           | 991 259                         | 16 679 453          | 31 026 252         | -14 346 799        |
| Fournisseurs débiteurs                                       |                      |                                 |                     | 0                  | 0                  |
| Personnels et comptes rattachés                              | 10 928               |                                 | 10 928              | 1 626              | 9 302              |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux                |                      |                                 |                     | 0                  | 0                  |
| Etat et autres collectivités publiques                       | 1 827 984            |                                 | 1 827 984           | 855 554            | 972 430            |
| Comptes courants   |                      |                                 |                     | 0                  | 0                  |
| Autres créances  | 1 277 100            |                                 | 1 277 100           | 1 253 854          | 23 246             |
| Charges constatées d'avance                                  | 395 825              |                                 | 395 825             | 246 344            | 149 481            |
| Compte de liaison des établissements                         |                      |                                 |                     | 0                  | 0                  |
| Opérations de trésorerie inter-services                      |                      |                                 |                     | 0                  | 0                  |
| <b>Sous-total 1</b>  | <b>21 562 191</b>    | <b>991 259</b>                  | <b>20 570 932</b>   | <b>33 752 810</b>  | <b>-13 181 878</b> |
| Valeurs mobilières de placement                              | 32 261 525           |                                 | 32 261 525          | 27 455 883         | 4 805 642          |
| Disponibilités   |                      |                                 |                     |                    |                    |
| Caisse   | 5 653                |                                 | 5 653               | 9 330              | 3 677              |
| Comptes bancaires débiteurs                                  | 24 227 277           |                                 | 24 227 277          | 12 318 328         | 11 908 949         |
| Comptes de Virements internes                                | 0                    |                                 | 0                   | 0                  | 0                  |
| <b>Sous-total 2 (Disponibilités)</b>                         | <b>56 494 455</b>    | <b>0</b>                        | <b>56 494 455</b>   | <b>39 783 541</b>  | <b>16 710 914</b>  |
| Régies d'avances et accréditifs                              | 0                    |                                 | 0                   | 400                | -400               |
| <b>Sous-total 3</b>  |                      |                                 |                     | 0                  | 0                  |
| <b>TOTAL II ACTIF CIRCULANT</b>                              | <b>78 056 646</b>    | <b>991 259</b>                  | <b>77 065 387</b>   | <b>73 536 751</b>  | <b>3 528 636</b>   |
| <b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>                                  | <b>268 040 495</b>   | <b>117 719 901</b>              | <b>150 320 594</b>  | <b>144 488 337</b> | <b>5 832 256</b>   |

## BILAN - PASSIF

| PASSIF   | Montant 2024       | Montant 2023       | Variation        |
|--|--------------------|--------------------|------------------|
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>  |                    |                    |                  |
| Apports  |                    |                    |                  |
| Dotation   | 4 355 810          | 4 355 810          | - 0              |
| Dons et legs   | 3 219              | 3 219              | 0                |
| Affectation  | 107 027            | 107 027            | -                |
| Financements de l'Etat rattachés à des actifs détermin.              | 2 211 064          | 2 350 295          | - 139 231        |
| Ecarts de réévaluation   |                    |                    |                  |
| Réserves   | 1 631 995          | 1 631 995          | - 0              |
| <i>Dont : Part de droit additionnel affectée à un investissement</i> |                    |                    |                  |
| <i>Dont : Autres réserves (réserves facultatives)</i>                | 1 631 995          | 1 631 995          | - 0              |
| Report à nouveau (solde créiteur ou débiteur)                        | 73 982 726         | 66 102 074         | 7 880 652        |
| Résultat net de l'exercice (excédent ou déficit)                     | 6 628 925          | 7 880 652          | - 1 251 727      |
| Financements des tiers autres que l'Etat rattachés                   | 39 939 358         | 41 802 947         | - 1 863 589      |
| <b>TOTAL I CAPITAUX PROPRES</b>                                      | <b>128 860 124</b> | <b>124 234 019</b> | <b>4 626 104</b> |
| <b>PROVISIONS</b>  |                    |                    |                  |
| Provisions pour risques  | 1 027 524          | 923 074            | 104 450          |
| Provisions pour charges  | 1 757 110          | 2 148 681          | - 391 571        |
| <b>TOTAL II PROVISIONS</b>   | <b>2 784 634</b>   | <b>3 071 755</b>   | <b>- 287 121</b> |
| <b>DETTES</b>  |                    |                    |                  |
| <b>Dettes financières</b>  |                    |                    |                  |
| Emprunts et dettes auprès des établiss.de crédit                     | 2 660 760          | 3 105 851          | - 445 091        |
| Emprunts et dettes financières divers                                | 39 937             | 42 979             | - 3 042          |
| Avances de l'Etat et autres collectivités publiques                  |                    |                    | -                |
| Comptes bancaires créditeurs   | 10 958             | 6 487              | 4 471            |
| <b>Dettes d'exploitation</b>   |                    |                    |                  |
| Avances & acomptes s/commandes reçues                                |                    |                    | -                |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés                             | 7 569 841          | 5 576 020          | 1 993 821        |
| <i>Dont : fournisseurs</i>   | 6 767 534          | 4 947 214          | 1 820 320        |
| <i>Dont : fournisseurs d'immobilisations</i>                         | 22 586             | 26 261             | - 3 675          |
| <i>Dont : fournisseurs effets à payer</i>                            |                    |                    | -                |
| <i>Dont : fournisseurs factures non parvenues</i>                    | 779 721            | 602 544            | 177 177          |
| Dettes fiscales et sociales  | 5 850 791          | 7 396 520          | - 1 545 729      |
| <i>Dont : Personnels et comptes rattachés</i>                        | 1 924 123          | 1 589 484          | 334 639          |
| <i>Dont : Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>          | 2 007 237          | 3 720 787          | - 1 713 550      |
| <i>Dont : Etat et autres collectivités publiques</i>                 | 1 919 431          | 2 086 248          | - 166 817        |
| Compte de liaison des établissements                                 | 0                  | 0                  | -                |
| Opérations de trésorerie inter-services                              |                    |                    | -                |
| Comptes courants   |                    |                    | -                |
| Dettes diverses  | 356 951            | 335 355            | 21 596           |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                      |                    |                    | -                |
| Autres dettes (y.c 47)   |                    |                    | -                |
| Produits constatés d'avance  | 2 186 598          | 719 351            | 1 467 247        |
| <b>TOTAL III DETTES</b>  | <b>18 675 836</b>  | <b>17 182 563</b>  | <b>1 493 273</b> |
| <b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>                                      | <b>150 320 594</b> | <b>144 488 337</b> | <b>5 832 256</b> |

Visé pour la dépense

Xcompte

## COMPTE DE RESULTAT 2024

|   | Total CMARB       | Total CMARB       |
|---|-------------------|-------------------|
|   | Exercice N        | Exercice N-1      |
|   | 31/12/24          | 31/12/23          |
| <b>Produits d'exploitation :</b>                            |                   |                   |
| Ventes de marchandises                                      |                   |                   |
| Production vendue [bien et services]                        | 59 773 495        | 60 153 439        |
| Production stockée  |                   | -                 |
| Production immobilisée                                      |                   | -                 |
| Subventions d'exploitation                                  | 1 351 165         | 827 964           |
| Reprises sur dépréciation, provisions, transfert de charges | 8 440 861         | 11 168 216        |
| Autres produits   | 9 775 017         | 9 767 875         |
| <b>Total I</b>  | <b>79 340 539</b> | <b>81 917 494</b> |
| <b>Charges d'exploitation :</b>                             |                   |                   |
| Achats d'approvisionnements                                 | 164 168           | 150 408           |
| Variation de stocks d'approvisionnements                    | 9 222             | - 322 144         |
| Autres charges externes                                     | 17 512 588        | 19 252 542        |
| Impôts, taxes et versements assimilés                       | 2 447 933         | 2 279 981         |
| Rémunération du personnel                                   | 29 469 606        | 28 103 171        |
| Charges sociales  | 13 815 141        | 12 349 112        |
| Dotations aux amortissements                                | 8 934 088         | 10 254 379        |
| Dotations aux provisions                                    | - 136 686         | 832 532           |
| Autres charges  | 1 658 283         | 1 019 490         |
| <b>Total II</b>   | <b>73 874 344</b> | <b>73 919 470</b> |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>                       | <b>5 466 195</b>  | <b>7 998 024</b>  |
| Produits financiers (III)                                   | 1 381 594         | 452 094           |
| Charges financières (IV)                                    | 57 371            | 81 892            |
| Produits exceptionnels (V)                                  | 84 804            | 867 970           |
| Charges exceptionnelles (VI)                                | 246 297           | 1 355 545         |
| Impôts sur les bénéfices (VII)                              |                   |                   |
| <b>BENEFICE ou PERTE (I-II+III-IV+V-VI-VII)</b>             | <b>6 628 925</b>  | <b>7 880 652</b>  |
| Quote-part DR (hors DR CFA)                                 |                   |                   |
| <b>RESULTAT après affectation quote-part DR</b>             | <b>6 628 925</b>  | <b>7 880 652</b>  |



## Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Bretagne

### Annexe légale aux comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2024

Montants exprimés en Euros

## Table des matières

|          |  |          |
|----------|--|----------|
| <b>1</b> | <b>Principes et méthodes comptables</b>  | <b>2</b> |
| <b>2</b> | <b>Description du périmètre des activités de la CMA</b>                                | <b>3</b> |
| 2.1      | Activités de la CMA  | 3        |
| 2.2      | Activités du CFA – Réforme de l'Apprentissage  | 3-4      |
| <b>3</b> | <b>Évènements majeurs survenus au cours de l'exercice et après l'exercice</b>          | <b>4</b> |
| 3.1      | Évènements majeurs intervenus au cours de l'exercice                                   | 4-5      |
| 3.2      | Évènement majeur postérieur à la clôture   | 6        |
| <b>4</b> | <b>Informations relatives aux postes du bilan et du compte de Résultat</b>             | <b>6</b> |
| 4.1      | Actif immobilisé   | 6        |
| 4.1.1    | État de l'actif immobilisé (brut)  | 6        |
| 4.1.2    | Amortissements de l'actif immobilisé   | 6-7      |
| 4.2      | Actif circulant  | 8        |
| 4.2.1    | État des stocks  | 8        |
| 4.2.2    | Créances   | 8        |
| 4.2.3    | Charges constatées d'avance  | 8        |
| 4.2.4    | Trésorerie   | 8        |
| 4.3      | Fonds propres  | 9        |
| 4.3.1    | Variation des fonds propres  | 9        |
| 4.3.2    | Subventions d'investissement   | 9-10     |
| 4.4      | Passifs et provisions  | 11       |
| 4.4.1    | Provisions   | 11       |
| 4.4.2    | Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés                         | 11       |
| 4.4.3    | Précisions sur d'autres dettes   | 12       |
| 4.5      | État des dettes et créances à la clôture de l'exercice                                 | 12-14    |
| 4.6      | Compte de résultat   | 14       |
| 4.6.1    | Subvention d'exploitation  | 14       |
| 4.6.2    | Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits | 14       |

Commission des Comptes pour la France

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du référentiel comptable applicable aux CMAR, dans sa version de 2024.

Le total du Bilan est de 150 320 594 €.

Le résultat est de 6 628 925€.

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect des principes comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de bases, à savoir :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La durée de l'exercice comptable pour 2024 est de 12 mois.

Les principales méthodes comptables retenues sont évoquées point par point ci-après dans chaque sous chapitre.

## 2 Description du périmètre des activités de la CMA

### 2.1 Activités de la CMA

Le siège social de la CMA de Région Bretagne est localisé à Bruz pour l'exercice comptable 2024. Son transfert vers le site de Rennes a été réalisé le 1er janvier 2025. L'établissement dispose de plusieurs antennes sur l'ensemble du territoire breton avec des sites principaux basés à Ploufragan, Quimper, Rennes et Vannes.

Les activités se décomposent en plusieurs services :

- Les activités de Formation Initiale réalisées sur les 7 campus, qui sont pilotées par le Centre de Formation des Apprenti Régional (CFAR).
- Les activités historiques d'enregistrement des formalités des entreprises (inscription, modification, radiation) au répertoire des métiers.
- Les activités d'accueil physique et téléphonique pour tous types de conseils à destination des artisans.
- Les activités de développement économique : suivi des créateurs, partenariats et actions avec les partenaires institutionnels (EPCI, Région...).
- Les activités de formation continue à destination des artisans ainsi que leurs collaborateurs. Ces formations peuvent être transverses ou bien techniques.
- Les activités d'animation et de valorisation des métiers de l'artisanat, menées par les Directions territoriales au plus près des acteurs locaux
- Les fonctions support et de pilotage : Secrétariat général, finances et patrimoine, juridique, CFA régional, communication, comptabilité, ressources humaines, numérique...

### 2.2 Activités du CFAR

Le CFA de la Région Bretagne est totalement intégré dans la CMA, et ne bénéficie pas d'une comptabilité distincte.

Il est réparti sur sept sites : Aucaleuc, Ploufragan, Quimper, Vannes, Bruz, Fougères et Saint-Malo.

Ses activités couvrent un vaste spectre de formations :

- Formations initiales (FI), principalement de niveau 3 (CAP, MC) et de niveau 4 (BP, Bac Pro, BTM, CQP, TH). La CMAR se désengage progressivement des niveau 5 (BTMS, BTS, BM) qui étaient peu représentés.
- Formation Continue Longue (FCL) couvrant les champs suivants :
  - ✓ BM : Brevet Maitrise - Actions de formation continue, hors apprentissage - Formation pour des adultes pour des formations sur des modules professionnels ou de gestion
  - ✓ Contrat de professionnalisation : Formations assurées dans le cadre du CFA (Prof. Jeunes 16-25 Ans et Prof. Adultes > 25 Ans), financé par les OPCO (ANFA, Constructys...)

Ces formations concernent une multitude de filières, incluant les métiers suivants :

- Alimentaire : charcutier-traiteur, boucher, boulanger, pâtissier, crêpier
- Automobile & Mécanique : agent de maintenance des matériels d'espacesverts, carrossiers, agent de maintenance des véhicules (voitures particulières, motocycles, cycles), signalétique
- Bâtiment & Bois : ébéniste, maçon, charpentier bois, constructeur bois, menuisier, carreleur mosaïste, peintre, solier moquettiste, métiers du plâtre et de l'isolation, électricien
- Hygiène & Services : photographe, prothésiste, coiffeur, esthéticien cosmétique, parfumeur, fleuriste, préparateur en pharmacie, toiletteur canin
- Numérique : technicien en Télécom-réseaux et très haut débit

Depuis la réforme de l'apprentissage portée par la loi du 05 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel », les formations sont désormais financées par des Opérateurs de Compétence (OPCO), sur la base des Niveaux de Prise en Charge (NPEC) fixés par France Compétences, en remplacement des dotations pédagogiques versées par les Conseils Régionaux.

### **3 Évènements majeurs survenus au cours de l'exercice**

#### **3.1 Évènements majeurs intervenus au cours de l'exercice**

##### **3.1.1 Évolution des NPEC**

En 2023, à la suite d'une alerte de la Cour des Comptes sur le coût de l'apprentissage sur les comptes de la Nation, France Compétences a décrété une baisse des Niveaux de Prise en Charge pour les contrats d'apprentissage. Cette baisse a été fixée en moyenne à 5 % pour les nouveaux contrats signés à compter du 1er septembre 2023, avec des baisses accentuées sur les formations de niveaux 3 et 4. Compte tenu de la temporalité de la signature des contrats pour l'année scolaire 2023/2024, l'impact financier pour la chambre a été limité sur 2023, mais a porté ses pleins effets pleins pour les nouveaux contrats d'apprentissage signés pour la rentrée 2024.

Cet élément affecte profondément le modèle économique de la chambre, dont 2/3 environ des ressources proviennent de l'apprentissage.

##### **3.1.2 Dépréciation créances clients**

Au 31/12/2022, il a été constaté une forte dépréciation sur les créances clients : 3.930.522 Euros.

Cette provision concernait le « stock » de factures émises (comptes clients 100/101 :

factures émises avant le 1<sup>er</sup> janvier 2022) à destination ses OPCO, présentant un fort risque de non-recouvrement.

D'importantes opérations d'apurement et de recouvrement ont permis de fortement réduire ce stock au 31/12/2023. À cette date, la provision a été révisée à 2 349 103 €. Le différentiel a permis de générer une reprise de provision de 1 581 419 €.

L'important travail de recouvrement fait en 2024 a permis de diminuer la provision sur les comptes stocks à hauteur de 973 949 € en 2024.

Par ailleurs, sur la gestion des flux postérieurs au 31/12/2021, et selon la même méthodologie d'appréciation des risques clients, il avait été constaté une provision de 331.531 Euros au 31.12.2022 (201.919 Euros pour les contrats flux & 129.612 Euros pour les contrats stocks). Cette provision a été actualisée au titre de l'exercice clos le 31.12.2023 et elle ressort à 297.761 Euros (186.288 Euros pour les contrats flux & 111.473 Euros pour les contrats stocks).

Le travail réalisé en 2024 a également permis de réduire la provision sur les flux postérieurs à 2021 à hauteur de 14 150 € (contrats flux).

### **3.1.3 C3S (Contribution sociale de solidarité des sociétés)**

Cette contribution est due pour la seconde année. Basée sur 0.16% du Chiffres d'Affaires après abattement de 19 000 000 €, elle s'établie à 64 951 € pour l'exercice 2024

### **3.1.4 ENERGIE**

Après 3 années marquées par une très forte inflation du coût de l'énergie, notamment celui de l'électricité (+314% entre 2020 et 2022), les conditions de marché se sont stabilisées depuis le courant de l'année 2023.

### **3.1.5 PLAN D'ACRION DE LA DIRECTION RÉGIONALES FINANCES, ACHAT ET PATRIMOINE**

Le plan d'action établi en 2023 a été déployé. Sur le volet financier, un certain nombre de chantiers ont été réalisés, dont les plus notoires sont les suivants :

- Révision des délégations internes
- Mobilisation des trésoriers adjoints
- Production de référentiels comptables et budgétaires
- Lancement du projet de déploiement d'une comptabilité d'engagement à l'échelle régionale
- Audits internes
- Mise en place d'un contrôle de gestion axé sur l'analyse des coûts complets
- Rapprochement physico-comptable avec reprise d'inventaires tournants
- Sécurisation des flux numériques
- Optimisation des placements financiers

Ces objectifs, qui mobilisent à la fois la DRFAP et l'ensemble des acteurs financiers de la chambre, visent un double objectif : d'une part produire des états comptables de qualité, et d'autre part disposer d'une lecture fine du modèle économique de la chambre.

### 3.2 Événement majeur postérieur à la clôture

Pas d'événement majeur à déclarer.

## 4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

### 4.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).
- Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

#### 4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

|                     | 01/01/2024         | Entrée            | Sortie           | 31/12/2024         |
|---------------------|--------------------|-------------------|------------------|--------------------|
| Immos incorporelles | 1 572 205          |                   | 34 323           | 1 537 882          |
| Immos corporelles   | 177 178 324        | 10 141 683        | 6 166 919        | 181 153 088        |
| Immos financières   | 2 638 498          |                   |                  | 2 638 498          |
| Immo en-cours       | 4 735 957          | 3 583 502         | 3 665 078        | 4 654 381          |
| Avances et acomptes |                    |                   |                  | 0                  |
| <b>Total immos</b>  | <b>186 124 984</b> | <b>13 725 185</b> | <b>9 866 320</b> | <b>189 983 849</b> |

#### 4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, selon un barème établi par CMA France.

| Nature                 | Amortissements cumulés en début d'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions      | Amortissements cumulés en fin d'exercice |
|------------------------|--|---|------------------|--|
| Brevet - Licence       | 1 552 838                                  | 8 883                                   | 34 323           | 1 527 398                                |
| Terrain                | 1 326 007                                  | 34 966                                  |                  | 1 360 973                                |
| Construction           | 59 243 321                                 | 3 189 794                               | 147 123          | 62 285 992                               |
| Installation technique | 9 437 147                                  | 207 432                                 | 2 108 637        | 7 535 942                                |
| Inst.Mat.Outil péda    | 15 574 451                                 | 1 479 692                               | 984 176          | 16 069 967                               |
| Agencement Divers      | 16 080 407                                 | 1 480 236                               | 1 891 927        | 15 668 716                               |
| Matériel de transport  | 518 944                                    | 24 651                                  | 16 530           | 527 065                                  |
| Matériel de bureau     | 631 044                                    | 12 730                                  | 103 523          | 540 251                                  |
| Matériel informatique  | 5 079 476                                  | 1 097 722                               | 123 210          | 6 053 988                                |
| Mobilier               | 2 609 575                                  | 109 198                                 | 608 187          | 2 110 586                                |
| Divers                 | 967 386                                    | 19 925                                  | 101 476          | 885 835                                  |
| Immos financières      | 2 152 801                                  | 9 126                                   |                  | 2 161 927                                |
| <b>Total</b>           | <b>115 173 397</b>                         | <b>7 674 355</b>                        | <b>6 119 112</b> | <b>116 728 640</b>                       |

| Catégories d'immobilisations            | Amortissement |             |
|---|---------------|-------------|
|   | Mode          | Durée       |
| Logiciels                               | Linéaire      | 2 ans       |
| Construction                            | Linéaire      | 20 à 40 ans |
| Installations industrielles, agencement | Linéaire      | 1 à 15 ans  |
| Matériel & outillage                    | Linéaire      | 5 à 15 ans  |
| Matériel de transport                   | Linéaire      | 2 à 10 ans  |
| Mobilier de bureau                      | Linéaire      | 10 ans      |
| Matériel de bureau                      | Linéaire      | 5 ans       |
| Matériel informatique                   | Linéaire      | 3 ans       |

Visé par le Commissaire aux Comptes

## 4.2 Actif circulant

### 4.2.1 État des stocks

Une première identification des stocks de matières d'œuvre a été initialisée sur cet exercice comptable, afin de répondre à l'une des recommandations exprimées par le CAC. Cet inventaire a été élaboré à partir de différents supports présents sur les campus de la CMAR.

En 2024, un inventaire a de nouveau été réalisé et nous constatons donc sur cet exercice la variation entre 2023 et 2024.

### 4.2.2 Crédit aux Comptes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 4.2.3 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance correspondent principalement à des charges d'exploitation, à hauteur de 395 825 € au 31.12.2024 contre 246 344 Euros au 31.12.2023.

### 4.2.4 Trésorerie

Le CFA Régional n'ayant pas la personnalité juridique, il ne dispose pas de compte bancaire propre.

Les comptes de trésorerie 2024 présentent un solde débiteur de 24 221 972 € contre 12 321 171 € Euros au 31.12.2023.

Les placements au 31 décembre 2024 s'établissent à 32 261 525 € contre 27 455 883 Euros au 31.12.2023.

Cette répartition illustre une gestion plus dynamique des excédents de trésorerie de la chambre.

## 4.3 Fonds propres

### 4.3.1 Variation des fonds propres

| Nature   | Début d'exercice   | Diminutions       | Augmentations     | Fin d'exercice     |
|--|--------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| Dotation   | 4 355 810          |                   |                   | 4 355 810          |
| Dons et legs                                     | 3 219              |                   |                   | 3 219              |
| Affectation                                      | 107 027            |                   |                   | 107 027            |
| Réserves   | 1 631 995          |                   |                   | 1 631 995          |
| Report à nouveau (solde créditeur ou débiteur)   | 66 102 074         |                   | 7 880 652         | 73 982 726         |
| Résultat net de l'exercice (excédent ou déficit) | 7 880 652          | 7 880 652         | 6 628 925         | 6 628 925          |
| Subvention d'investissements brutes              | 110 662 227        | 3 521 196         | 4 702 448         | 111 843 479        |
| Subvention d'investissements virées au résultat  | -66 508 987        | 5 927 155         | 2 743 084         | -69 693 058        |
| Provision pour risques                           | 923 075            | 1 762 256         | 1 866 705         | 1 027 524          |
| Provision pour charges                           | 2 148 681          | 2 148 681         | 1 757 110         | 1 757 110          |
| <b>Total</b>                                     | <b>127 305 774</b> | <b>21 239 940</b> | <b>25 578 924</b> | <b>131 644 758</b> |

### 4.3.2 Subventions d'investissement

Les subventions et les investissements demeurent au bilan tant que le bien financé n'est pas sorti de l'actif. Ils sont toutefois amortis régulièrement.

Les subventions d'investissements sont reprises au compte de résultat au même rythme que les immobilisations qu'elles financent.

Pour rappel, depuis le 1er janvier 2023, les quotes-parts de subvention sont comptabilisées en comptes 782xxx, alors qu'elles étaient précédemment enregistrées en comptes 777xxx.

Une somme de 4 997 722 € a été inscrite dans le compte « quote-part de subvention d'investissement », virée au compte de résultat et correspond aux amortissements des subventions d'équipement.

Visé par le Commissaire aux Comptes

Tableau des variations de subventions d'investissement brutes

| Nature              | Début d'exercice   | Augmentations    | Diminutions | Fin d'exercice             |
|---------------------|--------------------|------------------|-------------|----------------------------|
| Subv Equipt         | 1 830 485          |                  |             | 1 830 485                  |
| Subv Equipt Etat    | 4 030 525          |                  | 33 525      | 3 997 000                  |
| Subv Equipt Région  | 73 785 318         | 1 925 823        |             | 75 711 141                 |
| Subv Equipt Dept    | 9 655 664          |                  | 84 461      | 9 571 203                  |
| Subv Equipt Commune | 2 706 531          |                  |             | 2 706 531                  |
| Subv Equipt UE      | 3 142 573          |                  | 97 095      | 3 045 478                  |
| Subv Taxes          | 15 504 940         |                  | 529 491     | 14 975 449                 |
| Autres Subv         | 6192               |                  |             | 6 192                      |
| <b>Total</b>        | <b>110 662 228</b> | <b>1 925 823</b> |             | <b>744 572 111 843 479</b> |

Tableau des variations de subventions d'investissement virées au compte de résultat

| Nature              | Début d'exercice  | Virée au compte de résultat | Sortie         | Fin exercice      |
|---------------------|-------------------|-----------------------------|----------------|-------------------|
| Subv Equipt         | 555 354           | 62 244                      |                | 617 598           |
| Subv Equipt Etat    | 2 955 360         | 43 462                      |                | 2 998 822         |
| Subv Equipt Région  | 42 043 320        | 2 753 367                   |                | 44 796 687        |
| Subv Equipt Dept    | 5 830 732         | 215 124                     |                | 6 045 856         |
| Subv Equipt Commune | 1 476 112         | 100 076                     |                | 1 576 188         |
| Subv Equipt UE      | 1 950 315         | 93 803                      |                | 2 044 118         |
| Subv Taxes          | 11 697 794        | 55 260                      | 139 266        | 11 613 788        |
| <b>Total</b>        | <b>66 508 987</b> | <b>3 323 336</b>            | <b>139 266</b> | <b>69 693 057</b> |

## 4.4 Passifs et provisions

### 4.4.1 Provisions

Les provisions se répartissent de la manière suivante :

| Nature                          | Début d'exercice | Augmentations  | Diminutions    | Fin d'exercice   |
|---------------------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| Provision pour litige personnel | 895 514          | 107 090        |                | 1 002 604        |
| Provision pour risque           | 27 561           |                | 2 640          | 24 921           |
| Provision pour charge           | 419 428          | 18 174         | 419 428        | 18 174           |
| Provision Entretien Révision    |                  | 271 632        |                | 271 632          |
| Indemnités départ retraite      | 1 729 253        |                | 261 950        | 1 467 303        |
| <b>Total</b>                    | <b>3 071 756</b> | <b>427 258</b> | <b>714 380</b> | <b>2 784 634</b> |

Les provisions ont été revues dans leur intégralité.

La provision pour charge correspond aux indemnités mensuelles versées aux personnes qui ont quitté la Chambre en substitution de pôle emploi, la Chambre étant son propre assureur chômage.

### 4.4.2 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

La CMAR provisionne les engagements relatifs au régime de retraite de ses agents.

Cette provision est déterminée selon les modalités suivantes :

- Article 37 du statut du personnel des chambres de métiers et de l'artisanat comprenant une indemnité de fin de carrière proportionnelle à la durée de service pour les agents ayant plus de 10 ans de présence, égale à 30 points d'indice pour 12 mois de présence, limitée à 30 ans.
- Taux de charge moyen de 51%
- D'un pourcentage de turnover de non pris en compte dans le calcul
- De la table de mortalité par âge détaillée de 2012-2016 INSEE M1.1000
- Actualisation : 1.10 %
- Augmentation des salaires : 0.50% selon la source INSEE (taux d'inflation)

Ainsi déterminée, la provision départ retraite s'élève donc au 31/12/2024 à 1 467 303 €.

Visé par le Commissaire aux Comptes

#### 4.4.3 Précisions sur d'autres dettes

##### 4.4.3.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance correspondent principalement à des produits d'exploitation, à hauteur de 2 186 597 €.

#### 4.5 État des dettes et créances à la clôture de l'exercice

##### 4.5.1.1 Les dettes

Elles sont évaluées à leur valeur nominale.

|   | Montant brut      | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|---|-------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles                            |                   |                           |                          |                           |
| Autres emprunts obligataires                                  |                   |                           |                          |                           |
| Emprunts et dettes auprès des Établissements de crédit dont : |                   |                           |                          |                           |
| - à 1 an au maximum à l'origine                               |                   |                           |                          |                           |
| - à plus de 1 an à l'origine                                  |                   |                           |                          |                           |
| Emprunts et dettes financières                                | 2 660 760         | 319 131                   | 1 088 156                | 1 253 473                 |
| Divers (*)  |                   |                           |                          |                           |
| Dettes fournisseurs et comptes                                |                   |                           |                          |                           |
| Rattachés   | 7 569 841         | 7 569 841                 |                          |                           |
| Dettes fiscales et sociales                                   | 5 854 013         | 5 854 013                 |                          |                           |
| Dettes sur immobilisations et                                 | 22 586            | 22 586                    |                          |                           |
| Comptes rattachés   |                   |                           |                          |                           |
| Autres dettes (**)  | 356 951           | 356 951                   |                          |                           |
| Produits constatés d'avance                                   | 2 186 598         | 2 186 598                 |                          |                           |
| <b>Total</b>  | <b>18 650 749</b> | <b>16 309 120</b>         | <b>1 088 156</b>         | <b>1 253 473</b>          |
| Emprunts souscrits en cours                                   |                   |                           |                          |                           |
| D'exercice  |                   |                           |                          |                           |
| (*) Emprunts remboursés sur                                   |                   |                           |                          |                           |
| L'exercice  |                   |                           |                          |                           |
| Dont envers les associés                                      |                   |                           |                          |                           |

## Charges à payer

| Nature                             | Fin<br>d'exercice |
|------------------------------------|-------------------|
| Fourn.fact non parvenues           | 779 721           |
| Intérêts courus                    | 10 958            |
| Dettes provis. pr congés à payer   | 1 870 771         |
| Personnel - autres charges à payer | 50 267            |
| Charges sociales s/congés à payer  | 995 250           |
| Charges sociales - charges à payer | 0                 |
| Clients-avoir a etablir            | 0                 |
| Divers - charges à payer           | 39 154            |
| <b>Total</b>                       | <b>3 746 121</b>  |

### 4.5.1.2 Etat des créances

Les créances sont essentiellement constituées des flux relatifs à la facturation aux OPCO, pour lesquels le cycle de facturation basé sur le principe de service fait, implique à la fois un fort volume de factures à établir (FAE) au 31/12, et un encours-client important.

Le total des créances à la clôture de l'exercice détaillé par échéance s'établit comme suit

|  | Montant brut      | Échéances à moins d'un an | Échéances à plus d'un an |
|--|-------------------|---------------------------|--------------------------|
| <b>Créances de l'actif immobilisé :</b>  |                   |                           |                          |
| Créances rattachées à des participations | 613 984           | 613 984                   |                          |
| Prêts                                    |                   |                           |                          |
| Autres                                   |                   |                           |                          |
| <b>Créances de l'actif circulant :</b>   |                   |                           |                          |
| Créances Clients et Comptes rattachés    | 17 670 712        | 17 670 712                |                          |
| Autres                                   | 1 277 100         | 1 277 100                 |                          |
| Charges constatées d'avance              | 395 825           | 395 825                   |                          |
| Créances sociales et fiscales            | 1 838 912         | 1 838 912                 |                          |
| <b>Total créances</b>                    | <b>21 796 533</b> | <b>21 796 533</b>         |                          |

### **Produits à recevoir**

|                              |                   |
|------------------------------|-------------------|
| Clients - fact à établir     | 11 305 830        |
| Fournisseurs - rrr à obtenir | 0                 |
| Divers - produits à recevoir | 0                 |
| Intérêts courus à recevoir   | 635 263           |
| <b>Total</b>                 | <b>11 941 093</b> |

#### **4.5.1.3 Autres éléments**

Aucun élément significatif à signaler.

## **4.6 Compte de résultat**

### **4.6.1 Subvention d'exploitation**

Les subventions sont comptabilisées dès l'attribution lorsqu'il n'y a pas de conditions suspensives pour le montant prévu dans la convention d'attribution.

Les subventions conditionnées à la réalisation d'un niveau de dépenses éligibles sont comptabilisées au prorata du niveau de dépenses réalisées.

Lorsqu'il existe un risque de reversement, une provision est comptabilisée afin de couvrir le risque de reversement.

### **4.6.2 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits**

Honoraires des commissaires aux comptes (TTC):

|  | <b>CAC</b>      |
|--|-----------------|
| Au titre de la mission de contrôle légal des comptes | 40 440 €        |
| Au titre d'autres prestations                        | 3 720 €         |
| <b>Honoraires totaux</b>                             | <b>44 160 €</b> |